

PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ

du 7 MARS 2018

mettant en demeure la société Électricité de Strasbourg,
située 5, rue André Marie Ampère à Mundolsheim,
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Région Grand Est
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- Vu le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- Vu l'arrêté préfectoral du 29 juin 2006 portant autorisation d'exploiter par la société Électricité de Strasbourg un centre opérationnel à Mundolsheim,
- Vu le rapport du 02 mars 2018 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que le réseau de collecte interne des eaux pluviales n'est pas équipé d'un bassin de confinement, que la qualité des eaux pluviales n'est pas contrôlée avant rejet, que les points de rejet des eaux pluviales vers le collecteur privé ne disposent pas de décanteurs-déshuileurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente,

Considérant que l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2006 dispose : « [...] Le réseau interne des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l [...] » ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 I du code de l'environnement :

«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société ÉLECTRICITÉ de Strasbourg, dont les installations sont situées 5, rue André Marie Ampère à Mundolsheim, est mise en demeure de respecter sous un délai de 12 mois, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions reprises ci-après :

Article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2006 :

« Les eaux pluviales sont rejetées dans la Souffel après passage dans un réseau de collecte. Le réseau interne des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l [...] ».

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Général de la société ÉLECTRICITÉ de Strasbourg, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le maire de Mundolsheim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe


Nadia IDIR

Délais et voies de recours

L'exploitant peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Strasbourg d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'écologie. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).